

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION 2019-2020

8 OCTOBRE 2019

Proposition de résolution visant à introduire la clause de l'Européenne la plus favorisée

(Déposée par Mme El Yousfi et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de résolution reprend le texte d'une proposition qui a été déposée au Sénat le 4 décembre 2014 (doc. Sénat, n° 6-132/1 – 2014/2015).

Cette résolution relève de la compétence du Sénat dans la mesure où elle concerne une matière fédérale qui a une influence sur les compétences des entités fédérées en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, d'affaires européennes, etc.

L'inégalité entre les hommes et les femmes est un phénomène global touchant tous les pays d'Europe depuis des siècles. Ces dernières décennies ont cependant vu la condition de la femme s'améliorer sensiblement suite aux nombreuses actions menées par les femmes. Ces actions ont conduit chaque citoyen et citoyenne à cette prise de conscience de l'égalité entre les sexes. Au cours du XX^e siècle de nombreux progrès ont ainsi été accomplis. Les femmes ont obtenu divers droits individuels qui leur étaient jusqu'alors refusés: droit de vote, droit d'exercer une activité professionnelle sans demander l'autorisation du mari, droit d'exercer l'autorité parentale à égalité avec le père, droit d'accès aux études, etc. Le travail est cependant loin d'être achevé et l'on constate, malgré l'existence de nombreux outils juridiques européens et internationaux, de nombreuses disparités toujours existantes entre les femmes et les hommes.

Ces déséquilibres entre les femmes et les hommes continuent de marquer tous les domaines de la vie et il devient de plus en plus clair qu'il faut trouver aujourd'hui de

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2019-2020

8 OKTOBER 2019

Voorstel van resolutie tot invoering van een meestbegunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw

(Ingediend door mevrouw El Yousfi c.s.)

TOELICHTING

Dit voorstel van resolutie neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 4 december 2014 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 6-132/1 – 2014/2015).

Dit voorstel van resolutie valt onder de bevoegdheid van de Senaat omdat het een federale aangelegenheid betreft die ook een invloed heeft op de bevoegdheden van de deelstaten inzake gelijkheid tussen vrouwen en mannen, Europese aangelegenheden, enz.

De ongelijkheid van mannen en vrouwen is in alle Europese landen al eeuwenlang een gegeven. Door de talrijke acties van vrouwen is hun situatie de laatste decennia echter aanzienlijk verbeterd. Mannen en vrouwen zijn doordrongen geraakt van het besef dat beide geslachten gelijk zijn en zo is in de loop van de twintigste eeuw op veel vlakken vooruitgang geboekt. Vrouwen hebben een aantal individuele rechten verkregen die zij tot dan toe niet hadden: stemrecht, het recht om een beroepsactiviteit uit te oefenen zonder de toestemming van hun man, het recht om het ouderlijk gezag uit te oefenen op gelijke voet met de vader, het recht op onderwijs, enz. Het eindpunt is echter nog niet bereikt: ondanks de talrijke Europese en internationale rechtsinstrumenten bestaat er nog altijd ongelijkheid tussen mannen en vrouwen.

Alle aspecten van het leven blijven gekenmerkt door een gebrek aan evenwicht tussen mannen en vrouwen. Daarom moet nu worden gezocht naar nieuwe

nouvelles approches, de nouvelles stratégies et de nouvelles méthodes pour arriver à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi confrontées aux inégalités depuis toujours, les femmes subissent de plein fouet les effets des politiques libérales dont les conséquences les frappent davantage et plus durement que les hommes. Pour aller à l'encontre de cette tendance, les auteurs proposent de donner un statut juridique unique à la femme européenne qui soit aligné, dans chaque domaine, sur les clauses les plus favorables existant dans les divers pays de l'Union européenne.

Les femmes en Europe comme en Belgique, représentent un peu plus de la moitié de la population totale, comme du corps électoral. Cette parité démographique et électorale est cependant trompeuse, car la situation des femmes en Europe fait apparaître de nombreuses disparités entre les États membres ainsi qu'à l'intérieur même des États, malgré la lutte des femmes ces dernières décennies en faveur de l'émancipation, la conquête de leurs droits les plus élémentaires et l'égalité professionnelle.

L'égalité entre les femmes et les hommes est loin d'être atteinte au sein des États membres, particulièrement dans le domaine du travail, où les femmes subissent encore de nombreuses discriminations, tant dans l'accès à l'emploi, que dans le niveau des rémunérations, les parcours professionnels, l'accès aux responsabilités et à la prise de décision. Pour beaucoup des 240 millions d'Européennes, maintenir un équilibre entre la vie familiale et la vie professionnelle est un combat permanent.

Il arrive cependant encore fréquemment, lorsque l'on souligne ces inégalités qui persistent entre les femmes et les hommes dans notre société, que l'on s'entend répondre que les femmes ont aujourd'hui tout obtenu et qu'on ne voit pas ce qu'elles pourraient encore réclamer. Mais si cette réponse est vraie en droit, puisque aucune discrimination légale n'est plus autorisée, on est loin du compte quand on observe les faits. Les femmes souffrent toujours d'importantes discriminations.

La pauvreté et la précarité touchent davantage les femmes que les hommes: chômage, emplois sous-payés, risque de surendettement, etc.

Même constat en ce qui concerne la violence, elle atteint davantage les femmes sous ses diverses formes et est encore largement répandue dans tous les pays européens. Une analyse globale montre qu'un cinquième à un quart de toutes les femmes européennes ont subi des violences physiques au moins une fois dans leur vie d'adulte et

stratégieën en methoden om de gelijkheid van mannen en vrouwen te verwezenlijken.

Bovenop de reeds bestaande ongelijkheid worden vrouwen nu ook zwaarder dan mannen getroffen door de gevolgen van het liberaliseringsbeleid. Om dit tegen te gaan, stellen de indieners voor om de Europese vrouw een eenvormig rechtsstatuut te geven dat op alle vlakken gebaseerd is op de meest gunstige bepalingen uit de wetgeving van de lidstaten van de Europese Unie.

In Europa, dus ook in België, maken de vrouwen iets meer dan de helft van de totale bevolking en van het kiezerskorps uit. Deze demografische en electorale pariteit is evenwel misleidend: de situatie van de vrouwen in de verschillende lidstaten en zelfs binnen de staten zelf is erg uiteenlopend, ondanks de strijd die de vrouwen de laatste decennia hebben gevoerd voor hun emancipatie, voor hun meest elementaire rechten en voor professionele gelijkheid.

De gelijkheid van mannen en vrouwen is nog lang niet bereikt in de lidstaten, vooral wat werk betreft. Vrouwen worden immers nog zwaar gediscrimineerd inzake de toegang tot het werk, het loon, de loopbaan en de toegang tot verantwoordelijke posities en tot de besluitvorming. Veel van de 240 miljoen Europese vrouwen moeten een constante strijd leveren om hun gezins- en beroepsleven met elkaar te verzoenen.

Wie wijst op de blijvende ongelijkheid tussen mannen en vrouwen in onze maatschappij, krijgt echter vaak te horen dat vrouwen alles al hebben verkregen en dat zij geen reden meer hebben om te zeuren. *De jure* klopt dat misschien wel, aangezien wettelijke discriminatie verboden is, maar *de facto* zien de zaken er toch heel anders uit. Vrouwen worden nog steeds zwaar gediscrimineerd.

Armoede en bestaansonzekerheid treffen vrouwen zwaarder dan mannen: werkloosheid, slecht betaalde jobs, zware schulden, enz.

Vrouwen worden ook vaker het slachtoffer van geweld in al zijn vormen. In alle Europese landen is geweld tegen vrouwen nog steeds een wijdverbreid fenomeen: een globale analyse heeft aangetoond dat een vijfde tot een vierde van alle Europese vrouwen als volwassene minstens één keer te maken krijgen met fysiek geweld

plus d'un dixième des femmes ont subi des violences sexuelles avec usage de la force (1).

Le domaine professionnel n'y échappe pas, et tant au niveau de l'embauche, des revenus ou de la carrière, les inégalités sont patentées par rapport aux hommes.

Selon l'Eurobaromètre de mars 2006 (2), 56,3 % des femmes d'Europe ont une activité professionnelle. Parmi elles, 32,6 % travaillent à temps partiel, alors que seulement 7,3 % des hommes qui travaillent le font à temps partiel. Environ un tiers (32 %) des cadres sont des femmes. En ce qui concerne la répartition des travaux domestiques, on constate que la participation des hommes est en moyenne deux fois moins importante que celle des femmes. Si l'écart en terme d'heures consacrées aux travaux domestiques par jour est le plus étroit dans le couple suédois (3 h 42 pour la femme contre 2 h 29 pour l'homme), il est par contre le plus grand entre l'Italienne qui accomplira 5 h 20 de tâches domestiques par jour et son mari seulement 1 h 35. Ce sont les deux extrêmes, et pourtant, on voit que même dans le meilleur des cas, l'inégalité domine. Quant aux revenus, les données de l'Eurostat parlent d'une différence de rémunération entre les hommes et les femmes de 15 % à 25 % (calculé sur base du salaire horaire brut), ce qui signifie que les femmes gagnent 15 % à 25 % de moins que les hommes.

Les mêmes discriminations ou disparités se retrouvent aussi au niveau politique où la sous-représentation des femmes demeure flagrante dans la vie publique. La moyenne de parlementaires féminins se situe à 21,5 % dans l'Union européenne. Avec 45 % de femmes au Parlement et un gouvernement paritaire depuis 1994, la Suède est le pays le plus proche d'une réelle égalité en politique.

On le voit, il reste encore des écarts significatifs à combler. Les différences demeurent entre une Europe du Nord très égalitaire et le reste de l'Europe qui l'est nettement moins.

Il convient cependant de reconnaître que c'est l'Europe qui a, en grande partie, fait évoluer la législation des États membres en posant les bases juridiques du principe d'égalité.

Jacqueline Nonon, fondatrice du Bureau pour l'Égalité des chances à la Commission européenne, affirmait: «La

en dat meer dan een tiende van de vrouwen slachtoffer wordt van seksueel geweld (1).

Ook op professioneel vlak is er een flagrante ongelijkheid tussen mannen en vrouwen, zowel op het vlak van de aanwerving, als van het loon en de loopbaan.

Volgens de Eurobarometer van maart 2006 (2) oefenen 56,3 % van de Europese vrouwen een beroepsactiviteit uit. Van hen werken 32,6 % deeltijds tegen slechts 7,3 % van de mannen. Ongeveer een derde (32 %) van de kaderleden zijn vrouwen. Wat de verdeling van de huishoudelijke taken betreft, stelt men vast dat mannen gemiddeld slechts de helft doen van wat vrouwen doen. Het verschil in uren die dagelijks worden besteed aan huishoudelijke taken is het kleinst in Zweden (4u42 voor de vrouw en 2u29 voor de man), en het grootst in Italië, waar de vrouw dagelijks 5u20 besteedt aan huishoudelijke taken en de man slechts 1u35. Dat zijn de twee uitersten maar zelfs in het beste geval blijft de ongelijkheid dus bestaan. Wat de inkomsten betreft, blijkt uit de gegevens van Eurostat dat het verschil in loon tussen mannen en vrouwen 15 tot 25 % bedraagt (berekend op basis van het bruto-uurloon), wat dus betekent dat vrouwen 15 tot 25 % minder verdienen dan mannen.

Ook op politiek vlak bestaan dezelfde vormen van discriminatie en ongelijkheid: vrouwen zijn er flagrant ondervertegenwoordigd. Gemiddeld zijn er in de Europese Unie 21,5 % vrouwelijke parlementsleden. Met 45 % vrouwen in het parlement en sinds 1994 een paritair samengestelde regering, komt Zweden het dichtst in de buurt van een echte gelijkheid op politiek vlak.

Zoals men ziet, moeten nog aanzienlijke kloven worden gedicht. Er zijn grote verschillen tussen het zeer egalitaire Noord-Europa en de rest van Europa.

Toch moet worden toegegeven dat Europa in grote mate heeft gezorgd voor de ontwikkeling van de wetgeving van de lidstaten door de juridische basis van het gelijkheidsbeginsel vast te stellen.

Jacqueline Nonon, stichter van het Bureau voor de Gelijkheid van Kansen in de Europese Commissie,

(1) *Combattre la violence à l'égard des femmes, Étude du bilan des mesures et actions prises dans les États membres du Conseil de l'Europe*, 2006.
(2) *Eurostat, statistiques relatives aux femmes et aux hommes dans l'Union européenne des 25*, mars 2006.

(1) *Combattre la violence à l'égard des femmes, Étude du bilan des mesures et actions prises dans les États membres du Conseil de l'Europe*, 2006.
(2) *Eurostat, Statistiques relatives aux femmes et aux hommes dans l'Union européenne des 25*, maart 2006.

cause des femmes passe par l'Europe.» En effet, sans l'Europe, les pays membres ne se seraient pas dotés de législations nationales pour promouvoir l'égalité entre les sexes.

L'Europe offre depuis 1957 dans le Traité de Rome un cadre juridique, notamment dans son article 119, où est posé le principe de l'égalité de rémunération.

Ensuite, le Traité d'Amsterdam, signé le 2 octobre 1997, a donné, dans son article 2, pour mission à la Communauté de promouvoir l'égalité. Il précise, dans son article 141, paragraphe 4, qu'il est possible de prendre des mesures dites d'actions positives au bénéfice des hommes ou des femmes sous représentés.

La charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, solennellement proclamée à Nice le 7 décembre 2000, traite de la dimension de l'égalité des sexes dans ses articles 21, 23 et 33. Parmi ses dispositions, l'article 23 consacre le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines en prévoyant la possibilité de mettre en œuvre des actions positives. Cet article élargit considérablement le champ d'intervention de l'égalité car il vise tous les domaines et pas seulement les questions d'emploi, de travail et de rémunération.

Le Traité sur l'Union européenne définit aujourd'hui l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que valeur fondamentale de l'Union européenne (article 2) ainsi que comme objectif à atteindre par les États membres (article 3).

En parallèle, les textes normatifs se sont multipliés et de nombreuses directives européennes ont vu le jour et concernent l'égalité de traitement dans l'accès à l'emploi, la formation, la promotion professionnelle et les conditions de travail.

Au cours des années 1980 la Cour de Justice européenne a également joué un véritable rôle précurseur, c'est-à-dire que ses jugements pallient certains des blocages du Conseil, voire qu'ils inspirent le contenu de futures directives. Quand, par exemple, elle rend, en octobre 1989, l'arrêt *Danfoss*, qui fait un premier pas dans le sens du renversement de la charge de la preuve afin que ce soit à l'employeur de démontrer que sa politique salariale n'est pas discriminatoire, elle va dans le sens d'une proposition de directive de la Commission sur le sujet.

C'est ainsi que l'Europe en marche, la modernité, les nombreuses directives européennes pour l'égalité

stelde: «*La cause des femmes passe par l'Europe.*» Zonder Europa zouden de lidstaten geen nationale wetten hebben goedgekeurd om de gelijkheid van de geslachten te bevorderen.

Sinds 1957 biedt Europa in het Verdrag van Rome een juridisch kader, met name in artikel 119 dat het principe van de gelijke beloning vaststelt.

Vervolgens werd de Gemeenschap in artikel 2 van het Verdrag van Amsterdam, ondertekend op 2 oktober 1997, opgedragen om de gelijkheid te bevorderen. In artikel 141, paragraaf 4, van dat Verdrag, wordt verduidelijkt dat de lidstaten positieve acties mogen ondernemen ten voordele van ondervertegenwoordigde mannen of vrouwen.

Het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, plechtig afgekondigd in Nice op 7 december 2000, behandelt de gelijkheid van de geslachten in zijn artikelen 21, 23 en 33. Artikel 23 bevestigt de principiële gelijkheid van mannen en vrouwen op alle gebieden en maakt positieve acties mogelijk. Dit artikel breidt de werkingssfeer van het gelijkheidsbeginsel aanzienlijk uit: de gelijkheid moet worden gewaarborgd op alle gebieden en niet alleen op het vlak van werkgelegenheid, beroep en beloning.

Het Verdrag betreffende de Europese Unie definieert gelijkheid van vrouwen en mannen als een waarde waarop de Europese Unie berust (artikel 2) alsook als een doelstelling voor de lidstaten (artikel 3).

Het aantal normatieve teksten is enorm toegenomen en er zijn talrijke Europese richtlijnen uitgevaardigd betreffende de gelijke behandeling met betrekking tot de toegang, tot werk, opleiding, beroepsopleiding en arbeidsomstandigheden.

In de jaren 80 heeft het Europees Hof van Justitie ook een voortrekkersrol gespeeld: zijn arresten hebben bepaalde blokkeringen in de Raad verholpen en de inhoud van latere richtlijnen voorbereid. Zo heeft het Hof in oktober 1989 het arrest *Danfoss* gewezen waarin een eerste stap werd gezet naar de omkering van de bewijslast, waarbij de werkgever moet aantonen dat zijn loonbeleid niet discriminerend is. Dit arrest ging in de richting van een later voorstel van richtlijn van de Commissie.

Het veranderende Europa, de moderne tijd, de talrijke Europese richtlijnen voor de gelijkheid van mannen en

des femmes et des hommes, leur place reconnue dans le développement et l'avancée des pays sont autant d'impulsions qui ont conduit à une évolution parfois significative de la législation dans certains États membres et non-membres comme la Norvège qui a voté une loi exigeant 40 % de femmes dans les conseils d'administration.

En Espagne, la loi cadre du 28 décembre 2004 relative aux mesures de protection intégrale contre la violence de genre propose une approche multidisciplinaire de la prévention et du traitement de la violence de genre, c'est une première en Europe. Toujours en Espagne, la loi 34/1988, modifiée en 2004 pour viser la publicité sexiste, considère comme illicite les publicités portant atteinte à la dignité humaine ou violant les droits reconnus aux femmes.

La Suède reconnue par l'Organisation des Nations unies (ONU) en 1995 comme pays «le plus égalitaire du monde» connaît depuis 1974 une politique égalitaire de l'enfance, et cela en remplacement des congés de maternités par des congés parentaux rémunérés et en développant parallèlement le service public de l'enfance qui garantit en pratique une place en crèche pour tous les enfants. Ces mesures ont permis de «booster» la place de la femme dans les sociétés nordiques en évitant leur exclusion. Le système suédois devrait servir de modèle à de nombreux autres pays européens.

La Belgique dispose elle aussi de législations importantes visant à lutter contre les discriminations à l'égard des femmes. Notamment la loi anti-discrimination qui vise à mettre un terme aux situations où des personnes sont victimes de discriminations liées à leur sexe, ou encore l'article 10 de la Constitution qui pose le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes.

La Belgique est l'un des premiers États dans le monde à avoir pris une législation aussi complète qui fixe dans la loi le principe du «*gender mainstreaming*», soit l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les politiques. La question du genre devra désormais être prise en compte tout au long des processus décisionnel et opérationnel. Chaque mesure, chaque action du gouvernement sera désormais évaluée avant sa mise en œuvre afin d'étudier l'effet qu'elle risque de produire sur l'égalité entre les femmes et les hommes, et ainsi d'éviter ou de corriger d'éventuels effets pervers.

Il est, par contre, inquiétant de constater que la Pologne, l'Irlande, Malte et Chypre maintiennent la criminalisation de l'avortement. Or rien n'est plus contagieux que le retour en arrière, surtout pour les acquis des femmes.

vrouwen, hun onbetwistbare bijdrage tot de ontwikkeling en vooruitgang van de landen zijn allemaal impulsen die hebben geleid tot een soms aanzienlijke verandering van de wetgeving in bepaalde lidstaten en niet-lidstaten, zoals Noorwegen, dat een wet heeft goedgekeurd die voorschrijft dat raden van bestuur 40 % vrouwen moeten tellen.

In Spanje voerde de kaderwet van 28 december 2004 houdende maatregelen van integrale bescherming tegen gendergeweld een multidisciplinaire aanpak in van de preventie en behandeling van gendergeweld. Deze wet was de eerste in zijn soort in Europa. Nog steeds in Spanje verbiedt wet nr. 34/1988 reclame die de menselijke waardigheid of de rechten van de vrouw schendt. In 2004 is de wet gewijzigd om ook seksistische reclame te verbieden.

Zweden, in 1995 door de Verenigde Naties (VN) erkend als «meest egalitaire land ter wereld», voert sinds 1974 een egalitair gezinsbeleid en heeft de moederschapsverloven vervangen door betaalde ouderschapsverloven. Tegelijk zijn de openbare gezinsdiensten sterk ontwikkeld zodat in de praktijk voor alle kinderen plaats is in een crèche. Op die manier worden vrouwen niet langer uitgesloten uit de Noord-Europese maatschappij. De andere Europese landen zouden zich door het Zweedse systeem moeten laten inspireren.

Ook België heeft wetten om discriminatie tegen vrouwen te bestrijden. De antidiscriminatiewet wil een einde maken aan geslachtsgebonden discriminatie en artikel 10 van de Grondwet bekrachtigt de principiële gelijkheid van mannen en vrouwen.

België is één van de eerste staten ter wereld die het beginsel van de «*gendermainstreaming*» in de wet heeft vastgesteld, dat wil zeggen de integratie van de gelijkheid van mannen en vrouwen in alle beleidsdomeinen. In het besluitvormings- en uitvoeringsproces moet steeds rekening worden gehouden met de genderkwestie. Elke maatregel, elk optreden van de regering wordt voortaan vóór de uitvoering geëvalueerd om na te gaan welke gevolgen er kunnen zijn voor de gelijkheid van mannen en vrouwen en zo eventuele ongewenste negatieve gevolgen te voorkomen of bij te sturen.

Het is daarentegen verontrustend dat abortus in Polen, Ierland, Malta en Cyprus een misdaad blijft. Niets wordt sneller nagevolgd dan een slecht voorbeeld, vooral wanneer het de verworvenheden van vrouwen betreft. Zullen

La dignité et la liberté de choisir des Européennes ne seraient-elles réservées qu'à la Belge, la Suédoise, l'Espagnole, la Française ou à certaines autres privilégiées?

Cette Europe qui est aussi l'Europe des 240 millions de femmes peut-elle reconnaître la dignité des femmes, l'égalité des sexes dans certains de ses pays, et les fouler aux pieds dans d'autres?

Non, l'Europe doit gommer ces différences en imposant un modèle européen unique qui pourra aussi servir d'exemple pour les femmes des autres continents.

Les auteurs plaident dès lors en faveur d'un statut législatif unique pour toutes les Européennes à partir des lois qui, dans tous les domaines, leur sont les plus favorables dans chaque pays de l'Union européenne. Cette clause de l'Européenne la plus favorisée, synthèse des meilleures lois de chaque pays, cimentera l'Europe des femmes.

Cette clause imaginée et élaborée par Gisèle Halimi et son association, «Choisir la cause des femmes», est définie ainsi: «*Les termes font sens. Faire choix dans chaque État membre du droit des femmes au niveau le plus élevé et en doter l'Européenne, en un statut unique.*»

Celle-ci pense en effet qu'«*il nous faudra convaincre. Convaincre qu'un changement qualitatif de l'Europe adviendrait si cette clause devenait la jauge de la justice et de l'égalité entre femmes et hommes. Nous ferons un bouquet juridique de ces avancées pour l'offrir à chaque Européenne. Parce qu'elle est une citoyenne à part entière.*»

Unifier, harmoniser par le haut la condition des Européennes en les faisant bénéficier, dans tous les domaines, du droit le plus évolué et le plus respectueux de leur liberté pratiqué dans chaque pays d'Europe, c'est l'objectif que se donnent les auteurs du présent texte.

Parce que rien n'est jamais acquis, et surtout pas l'égalité homme-femme, le combat des femmes doit continuer.

*
* *

voortaan alleen Belgische, Zweedse, Spaanse, Franse of andere bevoorrechte Europese vrouwen recht hebben op waardigheid en vrije keuze?

Kan Europa, dat toch ook het Europa is van 240 miljoen vrouwen, de waardigheid van vrouwen, en de gelijkheid van de geslachten erkennen in bepaalde lidstaten en opzij schuiven in andere?

Europa moet deze verschillen wegwerken door een eenvormig Europees model op te leggen dat ook vrouwen uit andere werelddelen tot voorbeeld kan strekken.

De indianers pleiten dan ook voor een eenvormig wet- telijk statuut voor alle Europese vrouwen op basis van de voor hen meest gunstige wetten uit de verschillende Europese lidstaten. Deze meestbegunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw zal een synthese vormen van de beste wetten uit elk land en aan de basis liggen van het Europa van de vrouwen.

Deze clausule is bedacht en uitgewerkt door Gisèle Halimi en haar vereniging *Choisir la cause des femmes* en wordt als volgt gedefinieerd: «*Les termes font sens. Faire choix dans chaque État membre du droit des femmes au niveau le plus élevé et en doter l'Européenne, en un statut unique.*»

Zij meent inderdaad het volgende: «*Il nous faudra convaincre. Convaincre qu'un changement qualitatif de l'Europe adviendrait si cette clause devenait la jauge de la justice et de l'égalité entre femmes et hommes. Nous ferons un bouquet juridique de ces avancées pour l'offrir à chaque Européenne. Parce qu'elle est une citoyenne à part entière.*»

De indianers van deze tekst willen de situatie van de Europese vrouw harmoniseren op het hoogste niveau door op alle denkbare vlakken te kiezen voor de wetgeving die het meest ontwikkeld is en de vrouwen de meeste vrijheid biedt.

Omdat niets ooit definitief verworven is, en zeker niet de gelijkheid van mannen en vrouwen, moet de strijd van de vrouwen worden voortgezet.

*
* *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

A. vu le Traité sur l'Union européenne qui définit l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que valeur de l'Union européenne (article 1-2) ainsi que comme objectif à atteindre (article 1-3);

B. vu l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union indiquant que l'égalité entre les hommes et les femmes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération;

C. considérant la politique communautaire en matière d'égalité entre les hommes et les femmes visant à contribuer à éliminer l'inégalité entre les sexes et à promouvoir l'égalité homme-femme dans tous les domaines au sein de l'Union européenne;

D. vu l'article 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950;

E. vu la Convention du 18 décembre 1979 de l'Organisation des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son protocole;

F. vu le programme d'action de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing en septembre 1995 au travers duquel les gouvernements se sont engagés à veiller à ce que le souci d'équité entre les sexes imprègne toutes les politiques et tous leurs programmes;

G. considérant que malgré les instruments juridiques européens et internationaux, il reste encore de nombreuses inégalités, injustices et sexisme à l'encontre des femmes, dans tous les secteurs de notre société;

H. considérant de surcroît que si la situation des femmes s'est améliorée dans certains États membres de l'Union européenne, d'autres en revanche connaissent actuellement la régression voire la négation des droits fondamentaux des femmes;

I. constatant que sur les deux cent-deux membres de la Convention qui a préparé le projet de Traité constitutionnel européen, il n'y a eu que dix-sept femmes, ce qui illustre une forte carence démocratique;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. gelet op het Verdrag betreffende de Europese Unie, waarin de gelijkheid van mannen en vrouwen wordt bekrachtigd als een waarde van de Europese Unie (artikel 1-2) en als een te verwezenlijken doel (artikel 1-3);

B. gelet op artikel 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, waarin wordt bepaald dat de gelijkheid van mannen en vrouwen moet worden gewaarborgd op alle gebieden, met inbegrip van werkgelegenheid, beroep en beloning;

C. gelet op het gemeenschapsbeleid inzake gelijkheid van mannen en vrouwen dat ertoe strekt de ongelijkheid tussen de geslachten weg te werken en de gelijkheid van mannen en vrouwen op alle vlakken te bevorderen in de Europese Unie;

D. gelet op artikel 14 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950;

E. gelet op het Verdrag van 18 december 1979 van de Verenigde Naties inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen en het daarbij horende protocol;

F. gelet op het actieprogramma van de Vierde wereldconferentie over vrouwen die is gehouden in Peking in september 1995, waarbij de regeringen zich ertoe hebben verbonden om in hun beleid en hun programma's steeds te streven naar billijke verhoudingen tussen de geslachten;

G. overwegende dat ondanks alle bestaande Europese en internationale rechtsinstrumenten vrouwen nog steeds het slachtoffer zijn van ongelijkheid, onrecht en seksisme in alle sectoren van onze maatschappij;

H. overwegende dat de situatie van vrouwen er in bepaalde lidstaten van de Europese Unie weliswaar is op vooruitgegaan maar dat in andere lidstaten de fundamentele rechten van de vrouwen nu minder worden erkend dan vroeger en soms zelfs worden geschonden;

I. vaststellend dat slechts zeventien van de tweehonderd en twee leden van de Conventie die het ontwerp-Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa heeft voorbereid vrouwen waren, wat duidelijk een democratisch deficit aantoont;

J. considérant que la cause des femmes doit passer par une harmonisation par le haut des législations sur l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que sur les droits particuliers des femmes, notamment en matière de santé reproductive;

K. considérant que chaque avancée des femmes fait avancer la société toute entière,

Demande au gouvernement, en concertation avec les entités fédérées:

1) de charger l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes de rassembler l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires belges concernant le statut, au sens large, de la femme;

2) par le biais des institutions européennes, de confier à l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes la réalisation d'une étude visant à analyser et à répertorier les dispositions législatives et réglementaires des États membres les plus élevées et les plus progressistes à l'égard des femmes;

3) d'intervenir tant auprès de la Commission européenne que des ministres en charge de l'égalité entre les hommes et les femmes, en faveur de l'introduction de la «clause de l'Européenne la plus favorisée», permettant une harmonisation vers le haut des droits des femmes en un statut unique;

Encourage le Parlement européen:

4) à adopter une proposition de résolution invitant la Commission européenne à mettre sur pied cette clause de l'Européenne la plus favorisée.

Le 18 juillet 2019.

Nadia EL YOUSFI.
Fatima AHALLOUCH.
André FRÉDÉRIC.
Philippe COURARD.
Jean-Frédéric EERDEKENS.
Latifa GAHOUCI.
Julien UYTTENDAELE.

J. overwegende dat de rechten van de vrouw moeten worden verdedigd door een harmonisering op het hoogst mogelijke niveau van de wetgevingen inzake de gelijkheid van mannen en vrouwen alsook inzake de specifieke rechten van de vrouwen, met name wat hun reproductieve gezondheid betreft;

K. overwegende dat elke vooruitgang voor de vrouwen een vooruitgang betekent voor de hele maatschappij,

Vraagt de regering, in overleg met de deelstaten:

1) het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen een overzicht te laten maken van de Belgische wet- en regelgeving betreffende het statuut van de vrouw in de ruime zin van het woord;

2) via de Europese instellingen het Europees Instituut voor gendergelijkheid een studie te laten uitvoeren die ertoe strekt een analyse en een lijst te maken van de meest vooruitstrevende en vrouwvriendelijke wet- en regelgeving van de lidstaten;

3) zowel bij de Europese Commissie als bij de ministers die bevoegd zijn voor de gelijkheid van mannen en vrouwen, te pleiten voor de invoering van een meest-begunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw zodat een eenvormig statuut kan zorgen voor een harmonisering van de rechten van de vrouw op het hoogst mogelijke niveau;

Moedigt het Europees Parlement aan om:

4) een voorstel van resolutie goed te keuren waarin de Europese Commissie wordt gevraagd om een meest-begunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw uit te werken.

18 juli 2019.